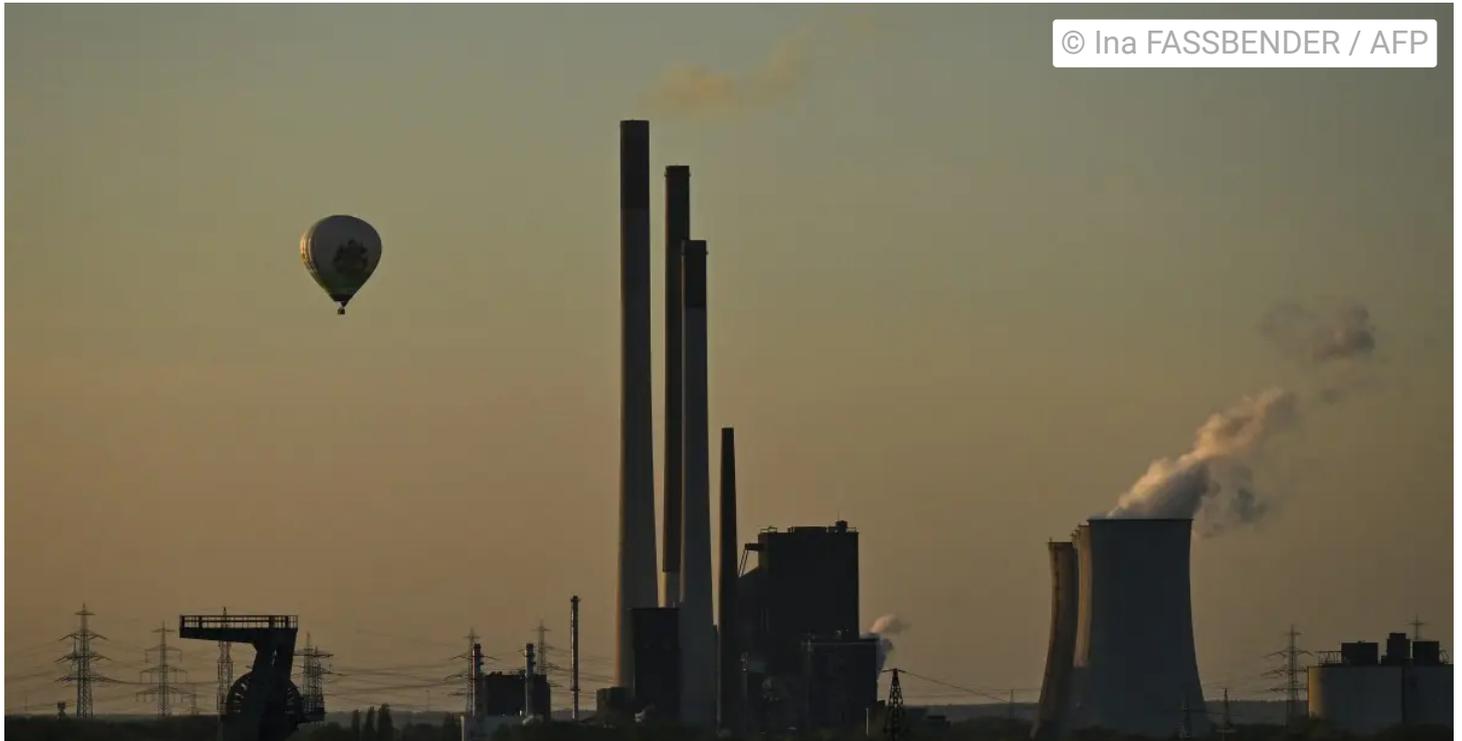


La centrale électrique au charbon « Scholven » à Gelsenkirchen, dans l'ouest de l'Allemagne, le 10 avril 2024.



© Ina FASSBENDER / AFP

Energiewende

Transition énergétique : mais pourquoi le reste de l'Europe tolère-t-il les mensonges éhontés de l'Allemagne ?

La communication allemande autour de sa transition énergétique (Energiewende) est très habile : elle met en avant les succès tout en minimisant ses échecs.

Atlantico : Donald Trump a affirmé lors du débat présidentiel américain mardi que l'Allemagne avait « échoué » dans sa transition énergétique et avait été contrainte de revenir à des sources d'énergie traditionnelles comme le charbon. Cette interprétation a été rapidement corrigée par le ministère des Affaires étrangères allemand. Quelle part de vrai, quelle part de faux dans les déclarations de l'ancien président américain ?

Samuel Furfari : Donald Trump a raison sur certains points, mais il exagère. L'Allemagne a effectivement du mal avec sa transition énergétique, communément appelée "EnergieWende". Bien que le pays ait réduit sa dépendance aux énergies fossiles, il n'a pas totalement éliminé le recours au charbon. Certaines centrales à charbon restent en activité pour garantir un approvisionnement stable lorsque le vent ou le soleil ne suffisent pas. Cependant, Trump se trompe en disant que l'Allemagne est revenue massivement au charbon ou qu'elle a rouvert de nouvelles centrales. Le pays n'a pas construit de nouvelles

centrales à charbon, mais il continue d'en importer pour alimenter celles qui existent. L'ancien président américain confond peut-être les centrales à charbon avec les nouvelles centrales au gaz que l'Allemagne envisage de construire pour compenser la fermeture des centrales nucléaires.

Où en est réellement l'Allemagne dans sa transition énergétique ? Le rapport de la Cour Fédérale des Comptes allemande en mars 2024 est-il représentatif d'un échec systémique dans l'EnergieWende ?

L'Allemagne traverse une période critique dans sa transition énergétique. L'EnergieWende, parce qu'elle est ambitieuse, rencontre des obstacles majeurs. L'éolien, sur lequel l'Allemagne comptait énormément, ne produit de l'électricité que 23 % du temps en moyenne, ce qui rend difficile une dépendance totale à cette source. Le rapport de la Cour Fédérale des Comptes de mars 2024 met en évidence les coûts énormes de la transition et l'incapacité à trouver des solutions fiables pour remplacer les énergies fossiles ; observons que ce n'est pas pour proposer de revoir l'ambition mais pour critiquer le gouvernement de ne pas en faire assez, ce qui démontre s'il le fallait que le « système Allemagne » est convaincu du bienfondé de l'EnergieWende. Pourtant l'Allemagne n'atteindra probablement pas ses objectifs de 2030, en particulier celui d'atteindre 80 % d'énergies renouvelables dans l'électricité. Actuellement, elle atteint environ 50 %, mais les défis à venir sont considérables. Le recours accru au gaz naturel semble inévitable pour stabiliser le réseau électrique, mais cela va à l'encontre des engagements climatiques du pays.

Pourquoi, selon vous, les pays européens continuent-ils de laisser l'Allemagne influencer fortement la politique énergétique européenne malgré les problèmes internes de ce pays ?

L'influence de l'Allemagne sur la politique énergétique européenne est immense, et cela pour plusieurs raisons. Premièrement, l'Allemagne est le pays le plus peuplé de l'Union européenne, et son poids démographique se traduit directement par une représentation politique forte au Parlement européen. Avec 96 députés, elle a une voix prépondérante dans les décisions prises à Bruxelles et à Strasbourg.

Deuxièmement, l'Allemagne a su s'imposer comme un leader moral dans la transition écologique. Elle a été l'un des premiers pays à se détourner du nucléaire après la catastrophe de Fukushima en 2011, et elle a engagé des réformes ambitieuses pour promouvoir les énergies renouvelables. Ces choix ont fait d'elle un modèle aux yeux de nombreux pays européens, malgré les problèmes qu'elle rencontre actuellement.

La communication allemande autour de sa transition énergétique est très habile : elle met en avant les succès (comme la montée en puissance des renouvelables) tout en minimisant les échecs (comme la nécessité de maintenir les centrales à charbon et son échec en matière de réduction des émissions de CO₂). Ce discours séduit et fait que peu de voix osent

critiquer ouvertement l'Allemagne, même si beaucoup de responsables européens — comme Trump ! — sont conscients des difficultés que rencontre ce pays. Le titre de mon dernier livre n'est pas choisi par hasard ; « Mensonges d'état » se réfère à tous ces non-dits qui cachent la dure réalité des échecs de la transition énergétique. En cela, Trump a raison. Enfin, l'Allemagne a des lobbies très puissants au sein des institutions européennes, qui travaillent d'arrache-pied pour promouvoir les intérêts du pays. Ce réseau bien rodé fait que l'Allemagne conserve une influence majeure sur la politique énergétique de l'Union, malgré ses propres lacunes. De plus ; l'arrivée à la présidence de la Commission européenne d'une Allemande a renforcé cette position.

Comment expliquez-vous la différence de traitement entre la France et l'Allemagne par la Commission européenne en matière de transition énergétique ? Pourquoi la France est-elle critiquée alors que l'Allemagne semble bénéficier d'une certaine indulgence ?

Il est clair qu'il y a une différence de traitement entre la France et l'Allemagne au niveau européen. La raison de cette différence de traitement tient à plusieurs facteurs. D'abord, il y a la question de l'influence politique. Comme je l'ai mentionné, l'Allemagne a une position dominante en Europe, tant sur le plan politique que démographique. Elle a donc un poids disproportionné dans les discussions sur la politique énergétique. Ensuite, il y a la dynamique interne en France. Pendant plusieurs années, les dirigeants français ont dû composer avec les écologistes pour obtenir leur soutien, que ce soit François Hollande ou Emmanuel Macron lors de son premier mandat. Cela a conduit la France à faire des compromis, notamment sur la question du nucléaire, pour s'aligner sur la politique allemande.

L'Allemagne peut-elle rectifier le tir et réussir sa transition énergétique ?

Les objectifs qu'elle s'est fixés sont tout simplement irréalistes, notamment en ce qui concerne la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique. Le facteur de charge des éoliennes est très faible, ce qui rend difficile une transition reposant essentiellement sur l'éolien. De plus, le coût des infrastructures nécessaires pour transporter l'électricité des éoliennes situées en mer Baltique vers le sud de l'Allemagne où l'on consomme le plus d'électricité, est extrêmement élevé ; de plus la population s'oppose à la création de ces lignes électriques. Cela complique encore davantage la transition. La situation actuelle montre déjà que l'Allemagne doit compter sur le gaz naturel pour maintenir la stabilité de son réseau électrique... Or les centrales à gaz produisent plus de CO₂ que les centrales nucléaires que le pays a fermées, ce qui va à l'encontre de ses engagements climatiques. Un futur gouvernement, plus réaliste et pragmatique, décidera peut-être de revoir ces objectifs.